

Pour 59% des Wallons, la politique est une affaire de corruption

FRANÇOIS-XAVIER LEFÈVRE

Le dernier baromètre social de la Wallonie réalisé par l'Iweps, l'institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique, prouve une fois de plus que le fossé qui sépare les citoyens du monde politique wallon reste profond. Sur les 1.200 citoyens interrogés en 2018, seuls 36% ont dit faire confiance aux politiciens et 32% aux partis politiques (contre 44% en 2012).

Confiance dans les institutions

Cette introspection dans le sentiment des Wallons, réalisée entre mars et juin 2018 et pour laquelle les experts de l'Iweps donnent une marge d'erreur de 2,76%, ne doit cependant pas se résumer au seul désamour flagrant qu'ont les Wallons pour leurs représentants politiques. «C'est une défiance organisée par des citoyens qui disent soutenir la démocratie mais ils sont insatisfaits par son fonctionnement», relativise Rébecca Cardelli, cheffe du projet à l'Iweps.

Si les services publics et d'ordre obtiennent un niveau de confiance toujours élevé et même renforcé, en bas de l'échelle pointent les politiciens et les partis politiques. Pour comprendre cette méfiance importante à l'égard des «acteurs politiques», l'Iweps amène un facteur de corruption définie dans l'enquête comme l'utilisation abusive du pou-

voir public à des fins privées. L'affaire Publifin, le kazakhgate ou le Samu-social ont notamment contribué auprès de 59% des citoyens interrogés à partager «l'idée que la corruption est utilisée par certains acteurs pour avoir accès à des privilèges ou des enrichissements illégitimes».

Sentiment inégalitaire

À lire l'enquête, cette méfiance s'expliquerait aussi par un profond sentiment inégalitaire vis-à-vis des politiques menées. «Plus de trois personnes sur cinq (69%) ne sont pas d'accord avec l'affirmation suivante: la plupart des décisions politiques servent

le bien-être de tous et de toutes.» L'absence d'écoute des politiques est également mise en avant par l'Iweps. Seuls 49% des Wallons estiment être assez entendus au niveau communal. Un taux qui chute à 21% au niveau national.

Pour l'Iweps, cette défiance exprimée par les citoyens «reflète une prise de conscience des limites du fonctionnement de notre système institutionnel actuel». Mais «les citoyens ne s'opposent pas au principe de la démocratie, mais réclament une meilleure démocratie en questionnant le système politique qu'ils considèrent, par ailleurs, comme inégalitaire».

L'enquête n'observe cependant pas un désengagement des citoyens. «En 2018, comme en 2013, ils sont 46% à être membre d'au moins une associa-

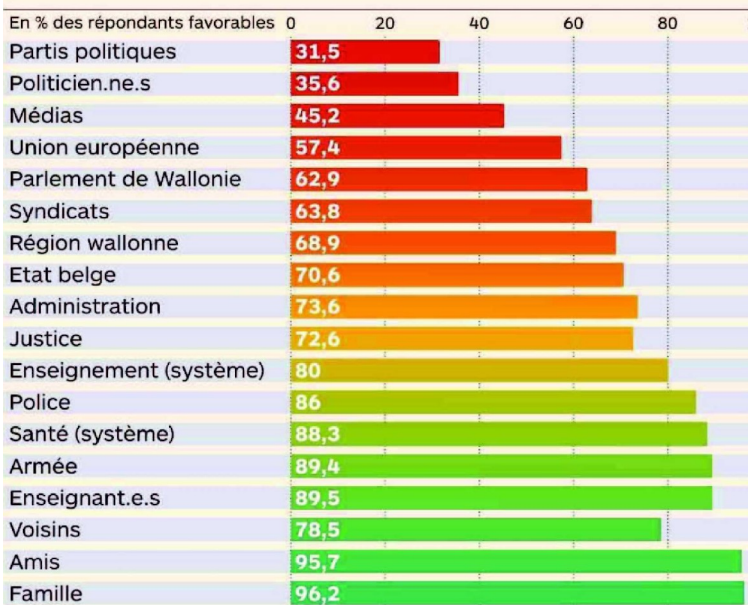
tion», pointe l'Iweps qui relève néanmoins que l'affiliation syndicale (11%) et politique (3%) est en chute constante depuis 2003.

Quant à l'évolution institutionnelle du pays, si 92% des citoyens voteraient contre la séparation de la Belgique, 61% estiment réaliste le transfert de nouvelles compétences vers les Régions.

32%

32% des Wallons disent faire confiance aux partis politiques. Ils étaient encore 44% en 2012.

LA CONFIANCE DES WALLONS



Source: Iweps